

INTRODUCTION

Dans son *Discours de la servitude volontaire*¹, La Boétie s'inquiète de comprendre comment des « millions de millions d'hommes » peuvent obéir à un seul, le tyran. Son étonnement est immense, car rien dans le rapport de force immédiat de la tyrannie ne permet de décider pourquoi le peuple, c'est-à-dire une multitude d'individus, ne semble pouvoir venir à bout d'une seule personne. Si ce prodige est possible, c'est certainement qu'il existe des raisons à cette docilité dans un système politique où tout ne semble être qu'injustice. C'est donc que la servitude n'est pas seulement subie, mais aussi désirée, volontaire, au point que La Boétie voit immédiatement le moyen de sortir de l'état d'emprise du tyran : « Soyez résolu de ne plus servir, et vous voilà libres² ».

Il n'y a en effet aucune autre raison valable pour expliquer un tel phénomène : il faut que le peuple veuille sa servitude pour qu'elle puisse exister. Sans cet accord, peut-être tacite mais volontaire, aucun tyran ne pourrait régner, lui qui est qualifié par La Boétie de colosse aux pieds d'argile. Mais alors, il faut se demander ce qui motive cette volonté du peuple alors que la tyrannie est toujours considérée comme un mal politique. Pour La Boétie, la réponse repose sur la démonstration de l'existence d'un système complexe d'intérêts entrelacés de sorte que chacun se trouve être bourreau et garant de son voisin ; chacun est à la

1. LA BOÉTIE, Étienne de, *Œuvres complètes d'Estienne de La Boétie*, I, Bordeaux, France : William Blake & Co, cop 1991.

2. *Ibid.*, Fol. 6, p. 73. La langue a été modernisée pour faciliter la compréhension.

fois un petit tyran et un asservi ; chacun est complice et victime du tyran. La formule de libération si évidente au premier abord de La Boétie devient ainsi plus difficile à appliquer car la volonté du peuple ne peut être que tiraillée entre désir de liberté et préservation des intérêts particuliers. La tyrannie est alors un système politique qui s'auto-entretient sur la base de ces échanges permanents de rôles sociaux, de cette oscillation constante entre asservissement et responsabilité. D'autant que naissent peu à peu de cette situation des coutumes, des façons d'être dont il semble, ensuite, impossible de se défaire. D'un système politique basé sur une organisation du pouvoir, la servitude devient une manière d'être, un mode de vie.

Certains diront que ce discours de La Boétie reflète bien son époque, tracassée de la question de la légitimité du pouvoir et de sa stabilité dans une période déchirée par les conflits religieux qui font et défont les alliances. N'est-ce pas aussi l'époque du traité d'éducation du prince chrétien³ d'Érasme ou encore du manuel du pouvoir qu'est *le Prince*⁴ de Machiavel ? Certains éviteront ainsi de se poser la question de l'actualité d'un tel texte face à la société dans laquelle nous évoluons, notamment dans des domaines où il est si courant de nous entendre nous qualifier nous-mêmes d'esclaves.

Or, c'est exactement l'inverse que nous souhaitons faire ici. Cet essai a pour objectif de questionner le rapport que nous entretenons avec la technologie, pas seulement individuellement, mais aussi et peut-être surtout, collectivement, politiquement. Ce qui revient à questionner la place et l'influence des technologies contemporaines dans nos vies et nos organisations de vie.

3. ÉRASME, GREMINGER, Anne-Marie et SALADIN, Jean-Christophe Préfacier. *L'éducation du Prince chrétien*. Paris, France : Les Belles Lettres, 2016.

4. MACHIAVEL, FOURNEL, Jean-Louis Traducteur Préfacier et ZANCARINI, Jean-Claude Traducteur Préfacier, *De principatibus*, Paris, France : Presses universitaires de France, impr 2000.

La technologie visée ici est l'ensemble des technologies numériques. « Des technologies » car elles sont si nombreuses et différentes les unes des autres que les rassembler en un terme générique est nécessairement une réduction trop grande de cette diversité. Lorsque nous parlons couramment du numérique, que désignons-nous ? La calculatrice de notre enfance, dotée de son panneau solaire miniature et qui n'offrait que les fonctions de base ou bien les algorithmes de plusieurs centaines de milliers de lignes de code informatique qui tentent de faire fonctionner la voiture « autonome » ? Qui plus est, le « numérique », c'est non seulement cet objet électronique qu'est la calculatrice et par extension, l'ensemble des objets électroniques dont le fonctionnement est basé sur une méthode d'impulsions binaires, mais ce sont aussi toutes les représentations du monde selon une orientation de la pensée qui définit le réel d'une certaine manière et tente de l'influencer.

Évacuons de suite la suspicion de technophobie, poussée par un discours de positivisme technologique, dès lors que l'on cherche seulement à assurer la critique de la technologie. Critiquer, c'est montrer les limites de quelque chose, d'un concept, d'une idée, d'un système de pensées, politique, économique ou même technologique. C'est définir ce à quoi peut légitimement prétendre une de ces choses dans l'existence humaine. Certes, cela peut – et peut-être même doit – conduire à exprimer des propos parfois négatifs à l'encontre de ce qui est visé, mais cela ne saurait s'y résumer. Si le discours du solutionnisme technologique (c'est-à-dire, la pensée selon laquelle tous les maux de l'humanité sont solubles dans l'apparition future d'une nouvelle technologie) tend à réduire toute tentative critique à de la technophobie, c'est parce que c'est le moyen de disqualifier d'entrée de jeu la possibilité même de penser des limites.

C'est cette stratégie qui permet d'insinuer dans les esprits l'idée selon laquelle il ne peut y avoir de limite à la technologie et renforce donc le mythe d'un progrès de l'humanité, fondé uniquement sur les nouveautés technologiques. L'humanité serait alors face à une voie unique, contrainte d'aller toujours plus loin dans la découverte technologique pour résoudre les problèmes laissés par les actions précédentes. Or, le progrès peut signifier deux choses distinctes : une évolution historique au sens où il existe un flux temporel impossible à arrêter et qui comprend, de fait, une chronologie d'apparition des technologies, mais également un processus orienté vers un objectif particulier. Dans le premier sens, nul doute que personne ne conteste le flux temporel et la collection ordonnée des technologies. Dans le second sens, de nombreuses questions sont soulevées aussitôt. En effet, si le progrès est un processus orienté, qui est celui qui impulse le mouvement et qui oriente ? Qui décide de l'objectif à viser ? À qui s'adresse l'objectif en jeu ? De qui est-ce l'intérêt d'atteindre l'objectif ? Et plus fondamentalement encore, pour reprendre la question de Shoshana Zuboff⁵ : qui décide qui décide ?

Le progrès n'apparaît soudain plus si simplement comme le mouvement inexorable et factuel de la destinée humaine en vue de son accomplissement par la technologie, mais comme, au mieux, une question à mettre en débat démocratiquement, au pire, comme l'objectif d'un seul ou de quelques uns qui profiteraient du mouvement pour eux seuls. Il est soudain le lieu d'une intention à questionner, d'une idéologie dont il faut déterminer les limites.

Mais le progrès technologique est plutôt présenté, par ceux qui détiennent la parole publique, comme la somme

5. ZUBOFF, Shoshana, *The age of surveillance capitalism: the fight for a human future at the new frontier of power*, London, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : Profile Books, 2019.

des deux : du premier sens, ils conservent uniquement l'idée du caractère inexorable et du second, ils masquent la notion d'intérêt. Toute critique doit alors être interprétée comme une démarche abâtardie qui détournerait l'humain de son destin historique et comme un retour dans un passé jugé avilissant⁶, le fameux « retour à la bougie » alors qu'en un geste anodin, nous déclenchons la « fée électricité ». Qui voudrait en effet retrouver les supposées ambiances passées de pénombre, appesanties par les fumées du suif, dans l'inconfort des maisons étriquées où il fait trop chaud à côté du poêle, trop froid dès qu'on s'en éloigne, tandis que l'on peut jouir d'un confort lumineux et thermique complet grâce au progrès ? Évidemment, avec une question présentée de cette manière, la réponse ne fait aucun doute.

Le discours du progressisme technologique est rôdé, prêt à tourner en dérision la moindre critique, le moindre obstacle dressé sur la route des intérêts visés. Mais il ne se contente pas de disqualifier les discours opposés ou moins enthousiastes. Il est aussi un discours de ralliement, d'explication du caractère inexorable du mouvement. Il est une rhétorique de l'acceptation sociale, capable de se renouveler pour se donner à elle-même un aspect de fraîcheur (par exemple en abandonnant quasiment le terme de progrès au profit de celui d'innovation). Peu importe le moyen utilisé, il faut que chaque citoyen comprenne qu'il n'a pas le choix d'adopter d'autres modes de vie. Il n'y a qu'un chemin possible et donc qu'un seul comportement acceptable et responsable, celui qui favorise l'atteinte des objectifs du progrès. Quitte à devoir brandir la menace (des licenciements ou de la perte du rang économique mondial) pour que la docilité soit complète.

6. Il suffit de nous souvenir, par exemple, du discours d'Emmanuel Macron en septembre 2020 lors duquel il qualifie d'amish les opposants au déploiement du réseau 5G, montrant son ignorance de cette culture et de son rapport à la technologie.

Ce livre défend une thèse simple, tout autant que le constat de La Boétie : il existe une servitude numérique et donc en miroir, une tyrannie politique, économique et sociale. Cette servitude est un système complexe d'intérêts entremêlés qui, d'une part, asservit les citoyens en les réduisant au statut de produit, et d'autre part, s'appuie sur la définition de nouveaux comportements qui font de tout un chacun le complice de la tyrannie.

Toute la question est de savoir s'il existe des moyens de mettre en évidence cet asservissement, puis une formule de libération de l'humanité asservie, tout en permettant l'émergence d'un autre système politique où l'avis des citoyens pourrait avoir une quelconque influence sur les décisions communes concernant chacun et tous à la fois.

Il est plus que temps de répondre à l'appel de Morozov⁷, d'introduire enfin de la politique dans la question des technologies numériques. Car derrière cette question d'un système politique asservissant les citoyens, se cache un réseau de sujets qui ne peuvent être abordés sans biais rédhibitoires, tels que la question des enjeux climatiques, la solution à la misère, l'organisation sociale et le partage des biens, la destination non économique de l'humanité.

Il nous faudra revenir à la source de l'analyse de la servitude pour pouvoir en déterminer les caractéristiques qui nous permettront de mettre en avant la servitude numérique et tenter d'en comprendre les mécanismes profonds. C'est à cette seule condition qu'il sera peut-être possible de trouver un moyen d'affranchir l'humanité de cette tyrannie.

7. MOROZOV, Evgeny, *Le mirage numérique : pour une politique du Big Data*, Trad. par Pascale HAAS et Nicolas VIEILLES CAZES, Paris, France : les Prairies ordinaires, 2015.